

HALTE À LA RÉPRESSION DES LYCÉENS ! CONTINUONS ET AMPLIFIONS LA GRÈVE ET LES BLOCAGES ! SYNDICATS ENSEIGNANTS, APPELEZ ENFIN À LA GRÈVE !

Trois semaines après avoir commencé, le mouvement de grève et de blocage des lycées, accompagné de manifestations et d'occupations de rectorats, a atteint hier, jeudi 7 avril, un succès sans précédent : **plus de 300 lycées ont été touchés dans tout le pays !** Commencé depuis trois semaines, ce mouvement héroïque, après avoir sauvé la mobilisation lycéenne que les dirigeants syndicaux (UNL, FIDL, SNES-FSU, etc.) auraient voulu enterrer après le 15 mars, a ainsi prouvé à la fois sa légitimité et son efficacité : **il faut le poursuivre et l'amplifier !**

Le gouvernement ne s'y trompe pas : il est terrorisé par la possibilité d'une généralisation de la grève et des blocages, par leur extension aux enseignants, aux personnels et aux étudiants ; c'est pour cela que, les intimidations des proviseurs ne suffisant plus, Fillon a ordonné hier un déchaînement de violence policière sans précédent contre les lycéens. Ce gouvernement montre son visage le plus hideux : c'est un gouvernement de matraqueurs ! **Halte à la répression policière ! Les lycéens ne se laisseront pas faire, les enseignants et les parents ne doivent pas laisser faire !**

UN MOUVEMENT LÉGITIME CONTRE UN GOUVERNEMENT ILLÉGITIME...

Contre tous ceux (notamment dans les médias aux ordres) qui prétendent que le mouvement de grève et de blocages serait anti-démocratique, les lycéens sont de plus en plus nombreux à comprendre que *c'est au contraire ce gouvernement qui est illégitime !* Quelques rappels s'imposent ici :

- Avant d'être plébiscité au second tour de l'élection présidentielle en 2002, grâce aux principales forces de droite et... de « gauche » (ainsi que de la LCR !), Chirac avait obtenu moins de 20 % des suffrages au premier tour, le 21 avril, soit 13,75 % des inscrits. Autrement dit, son programme (qui d'ailleurs n'annonçait pas la loi Fillon !) ne satisfaisait déjà qu'un Français sur sept !
- Ensuite, le gouvernement Chirac-Raffarin-Fillon a été battu à plate-couture aux dernières élections régionales et européennes, et cette claque électorale est confirmée depuis chaque mois par les sondages eux-mêmes !
- De plus, avant de soulever la colère des lycéens, la politique de ce gouvernement avait déjà mis deux millions de travailleurs dans la rue et en grève en mai-juin 2003, puis de nouveau le 20 janvier 2005, le 5 février et le 10 mars (un million de manifestants) !
- Enfin, en ce qui concerne la loi Fillon elle-même, non seulement le gouvernement est passé en force, méprisant les 200 000 lycéens qui ont manifesté avec le soutien de la grande majorité des autres élèves, des enseignants et des parents ; mais surtout, cette loi n'est pas légitime sous prétexte qu'elle a été votée par le Parlement UMP (comme veulent le faire croire les médias aux ordres pour casser la grève) : elle n'est pas légitime, car elle *met en cause le droit fondamental à une instruction de qualité* ; elle n'est pas légitime, car elle *pulvérise le principe fondamental de l'égalité des droits entre les lycéens et entre les lycées* ; elle n'est pas légitime, car elle *organise le décervelage des jeunes et prépare une aggravation des inégalités sociales face à l'école !*

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX VONT-ILS CONTINUER DE REFUSER L'APPEL À LA GRÈVE ?

Mais la mobilisation lycéenne ne rencontre pas seulement le mépris d'un gouvernement illégitime : elle se heurte également à un obstacle majeur : *l'inertie des dirigeants syndicaux*, qui disent la soutenir... mais *refusent depuis des semaines d'appeler les enseignants et les personnels à la grève*, pour réaliser le *blocage général de l'Éducation nationale*, alors que c'est le seul moyen pour soutenir réellement le mouvement, pour imposer la capitulation de Fillon !

Et maintenant ? Après les manifestations de samedi dernier, qui ont rassemblé 60 000 personnes dans neuf villes ; après le succès de la journée de grève, de blocages, de manifestations et d'occupations hier (jeudi) ; après le déchaînement sans précédent de la violence policière contre les lycéens sur ordre direct de Fillon... *les directions syndicales, à commencer par celle de la FSU (syndicat majoritaire), vont-elles persister dans leur refus d'appeler à la grève leurs centaines de milliers d'adhérents et, au-delà, tous les professeurs et les personnels ?* — Bien sûr, les lycéens vont continuer à se battre de toutes leurs forces pour continuer à étendre *par en bas* le mouvement de grève aux lycées qui ne sont pas encore mobilisés, aux enseignants, aux personnels, aux étudiants ; mais, pour que le mouvement se généralise immédiatement, comme c'est désormais possible, **il faut imposer aux directions syndicales qu'elles cessent leur double langage, qu'elles appellent immédiatement toutes les catégories à la grève, si elles soutiennent vraiment le mouvement, comme elles le prétendent !** C'est pourquoi, *en application du vote majoritaire de la Coordination nationale lycéenne de dimanche :*

LA MANIF PARISIENNE D'AUJOURD'HUI (08/04) DOIT S'ARRÊTER DEVANT LE SIÈGE NATIONAL DE LA FSU (3, rue de Metz, dans le 10^e)... ET Y RESTER JUSQU'À CE QUE LA FSU APPELLE À LA GRÈVE !

Des lycéens, étudiants et enseignants mobilisés, réunis le 6 avril avec le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Les militants du Groupe CRI se tiennent à l'entière disposition du mouvement : contactez-nous ! groupecri@free.fr ou 06 64 91 49 63.

PROCHAINE RÉUNION avec le Groupe CRI : LUNDI 11 avril, à 18 h. Rdv. : Métro Place Monge (ligne 7), en haut de l'escalator.